

FRANCE

EN BREF

Explosion mortelle à la distillerie Montebello

Vendredi soir, une chaudière a explosé dans la distillerie de Montebello, à Basse-Terre, l'une des plus anciennes de Guadeloupe. Deux salariés sont décédés et trois autres sont grièvement blessés. Les dernières « inspections de la distillerie » remontaient à un an. Une enquête a été ouverte pour homicide et blessures involontaires dans le cadre du travail. Il s'agit du « pire accident industriel depuis au moins 1992 en Guadeloupe », selon Jean-Yves Saussol, directeur de la Direction de l'environnement et de l'aménagement de Guadeloupe.



Train à grande vitesse Frecciarossa de Trenitalia sur le trajet Paris-Lyon-Marseille. | PHOTO : STÉPHANE MOUCHMOUCHEHANS LUCAS VIA AFP

TGV : pour une solidarité entre opérateurs

L'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire ne doit pas se faire au détriment de la cohésion territoriale. C'est la principale conclusion du rapport remis par l'ancien ministre des Transports Dominique Bussereau au gouvernement, alors que le Parlement examine le projet de loi-cadre sur les transports. La libéralisation ne remet pas en cause la nécessité de maintenir des dessertes TGV participant à l'aménagement du territoire, même quand elles sont moins rentables. Le pays compte 180 destinations desservies par des TGV.

Une première marche des fiertés en Guadeloupe

Chars fleuris, musique, village associatif... La première marche des fiertés en Guadeloupe, la « Kreyol Pride », s'est élancée à Basse-Terre samedi, avec plusieurs centaines de personnes. « C'est énorme ce qu'on est en train de faire », s'est émue Estelle Prudent, artiste et activiste de la cause LGBTQ +, co-organisatrice l'événement aux côtés de plusieurs associations. Dans l'archipel réputé pour son conservatisme sociétal, cette marche est vue comme l'« acte fondateur » d'une communauté « qui en a marre de se cacher ».

Projet d'attaque à Sarcelles : six hommes mis en examen

Six hommes ont été mis en examen et écroués, samedi à Paris. Ils sont soupçonnés d'avoir mené un projet d'attaque visant une synagogue à Sarcelles (Val-d'Oise). Une voiture avec des armes (fusil d'assaut, pistolet avec chargeurs) avait été découverte le 11 juillet, dans un quartier de cette ville de 60 000 habitants. Les suspects sont poursuivis pour plusieurs infractions de droit commun, tel le vol en bande organisée et le transport et la cession d'armes, a fait savoir le Parquet national antiterroriste (Pnat). Ils contestent toute action terroriste.

Charente-Maritime : quatre mégabassines à détruire

Le tribunal administratif de Poitiers a ordonné la destruction des quatre mégabassines des Roches, en Charente-Maritime, et la remise en état des lieux dans un délai de trois ans, a annoncé, samedi, le collectif Bassines non merci ! L'association Nature environnement 17 avait saisi la justice en pointant des manquements de l'Association syndicale autorisée d'irrigation, gestionnaire des ouvrages : étude d'impact, surdimensionnement, construction pendant des recours, remplissages illégaux ayant « altéré l'alimentation en eau du Marais poitevin ».

« On se soutient entre croyants » : un hommage fraternel au père Hamel

Dix ans après l'assassinat du père Jacques Hamel par deux djihadistes, élus, religieux et habitants saluent la reconstruction et la fraternité née de ce drame.

● Carla Morand
Reportage

« *Votre ville devient le lieu d'une victoire de l'amour sur le mal.* » En ce jour de commémoration, le presbytère de Saint-Étienne-du-Rouvray (Seine-Maritime) a paradoxalement des allures de retrouvailles. Chacun s'embrasse, se prend dans les bras. Les écharpes tricolores des élus se mêlent aux couvre-chefs violets des évêques et des tenues blanches de la famille, dix ans après l'assassinat du père Jacques Hamel par deux djihadistes.

S'ensuit une marche silencieuse. « *Le dernier trajet du père Hamel* », précise Linda Dupré, déléguée pastorale de Saint-Étienne-du-Rouvray. Derrière le premier rang des proches du prêtre, plus d'une centaine de civils se sont joints au cortège.

« *En tant que croyant, il était important pour moi de venir aujourd'hui* », explique Frédéric, venu de Paris. L'ancien imam de la ville, Mohammed Karabila, montre son soutien à la famille Hamel : « *Ici, la mosquée et l'église ne sont séparées que d'une barrière. Nous nous soutenons entre croyants.* »

L'étoile et l'aube exposées

Une foule cosmopolite s'est réunie au pied de cette église d'habitude si tranquille. Son parvis est renommé « Parvis Jacques-Hamel » et inauguré par le maire Joachim Moysse et la sœur du martyr, Roseline Hamel.



Joachim Moysse (2^e en partant de la gauche), maire de Saint-Étienne-du-Rouvray, Roselyne Hamel (4^e), Sébastien Lecornu, Premier ministre et l'ancien président Francois Hollande, lors de l'hommage rendu au père Hamel. | PHOTO : SAMUEL SOTTO/SIPA

Véronique, habitant à 300 m des lieux, se remémore cette terrible journée du 26 juillet 2016 : « *Je me suis dit : "Oh non..." C'était une figure de la ville, c'est pourquoi je tiens à être là aujourd'hui.* » Jeunes et moins jeunes, trouvent leur place. Aux premiers rangs : les représentants des communautés juive et musulmane. Près de l'autel, plusieurs personnalités politiques : le Premier ministre Sébastien Lecornu, l'ex-président François Hollande, Édouard Philippe et Bernard Cazeneuve.

« *Oserais-je dire que cet attentat fait aujourd'hui la force de la ville ?* » se risque l'archevêque de Rouen, Dominique Lebrun. Dans la nef, un contraste saute aux yeux : une chorale chante des hymnes entraînants et joyeux, juste devant l'aube et l'étoile ensanglantées du père Hamel. L'aube portée par l'homme d'Eglise au moment du drame est exposée pour la première fois pour une durée de 24 heures. Un choix que l'archevêque justifie : « *C'est violent de voir ça, surtout pour les proches, mais c'est la réalité de l'horreur vécue et c'est malheureusement d'actualité.* »

Tous les élus sur place saluent le pardon accordé par la famille. Le député de Seine-Maritime Édouard Bénard estime que ce lien jamais brisé entre les communautés « *a montré le chemin de la fraternité* » et constitue « *une grande leçon de résilience* ». Sébastien Lecornu a, quant à lui, tenu à rappeler que « *les plus grandes victimes du djihadisme sont les musulmans, qui refusent de voir leur religion salie par une idéologie mortifère* ».

Un nouvel épisode caniculaire attendu à partir de mercredi

● Nina Weiller

Les températures observées durant le week-end, très proches des normales de saison, auront été de courte durée. Dès ce lundi, le mercure remonte et se rapprochera, voire dépassera, les 40 °C en fin de semaine, dans le centre et le sud du pays. Selon Météo France, le risque canicule sera « *élevé* » à partir de mercredi pour les départements de l'Île-de-France, du Grand Est, du Centre-Val de Loire, de Bourgogne-Franche-Comté ainsi que d'Auvergne-Rhône-Alpes.

L'institution précise dans son dernier communiqué que « *l'épisode de chaleur devrait être plus durable du Limousin à l'Île-de-France jusqu'aux régions de l'Est. Un passage en vigilance orange semble probable pour ces régions* », à partir de mercredi. Pour le prévisionniste Météo France, Thibault Corouge, l'intensité pourrait être « *aussi haute que la canicule de début juillet* ».

Mardi, les maximales seront en nette hausse, indique Météo France, en raison d'une remontée d'air chaud de l'Espagne et du nord de l'Afrique. Cela mènera à un « *ré-*

*
Une succession de quatre canicules est un phénomène inédit. C'est une nouvelle inquiétante.

chauffement brutal entre mardi et mercredi », selon Thibault Corouge. Ce quatrième épisode caniculaire durerait au minimum de mercredi à jeudi. La prolongation durant le week-end n'est pas exclue mais une activité orageuse, se formant à partir de vendredi, rend difficile les prévisions à ce stade.

Les régions Île-de-France, du Centre et de l'Est, ainsi que le nord-est de la Nouvelle-Aquitaine sont pour le moment susceptibles de basculer en vigilance orange dès mercredi. Le prévisionniste rappelle que les vigilances sont décidées en accord avec Santé publique France, selon les difficultés et besoins de chaque département. Une succession de quatre canicules est un phénomène inédit. C'est une nouvelle inquiétante alors que le pays est confronté à sécheresse record et de violents incendies.

Gaz : ce coût caché qui va renchérir les factures

● Jacques Sayagh
Repères

De quel coût caché parle-t-on ? Des répercussions sur le prix du gaz des « Certificats de production de biogaz » (CPB). « *Sur les factures, aucune ligne ne les mentionne*, déplore Clarisse Berger, chargée de mission chez Que choisir Ensemble. *Cela reste opaque.* » Interrogé par Ouest-France sur l'effet des CPB, Engie reste silencieux, arguant de « *données commercialement sensibles* ». Il faut pourtant faire la lumière sur ces CPB, en vigueur depuis le début de l'année. Sachant que le gouvernement prépare un décret pour accroître leur poids, à partir de 2029. Donc leurs effets inflationnistes.

Que sont ces Certificats de production de biogaz ? Ce dispositif oblige les fournisseurs de gaz à injecter dans le réseau un certain pourcentage de « biogaz », issu notamment de la fermentation naturelle, dans des cuves, de fumiers, déchets agricoles, etc. Huit

«
»
Le surcoût est estimé à 7 € par an en 2026, et à 70 € en 2028. Le pourcentage serait ensuite porté par décret à 6 % en 2029. Et 13 % en 2032.

JULES NYSSSEN, PRÉSIDENT DU SYNDICAT DES ÉNERGIES RENOUVELABLES

cent deux sites, notamment dans des exploitations agricoles, ont produit 13,5 TWh (térawattheures) de biogaz l'an dernier, sur une consommation totale de gaz de 350 TWh (d'origine fossile à 96 % donc). « *Le biométhane contribue au verdissement du gaz*, explique Jules Nyssen, le président du Syndicat des énergies renouvelables. *Il permet de réduire les émissions de CO₂. Et il diminue notre dépendance aux importations de gaz fossile.* » En s'acquittant de leur obligation d'injection, les fournisseurs de gaz reçoivent des CPB. Si au bout de trois ans, ils n'en ont pas collecté assez, ils sont passibles de pénalités.

Quel est le problème ? Le biogaz coûte plus cher que le cours actuel du gaz fossile. « *Ce dernier se négocie aujourd'hui autour de 47 € le MWh* (pour livraison en 2027), calcule Jules Nyssen. *Les tarifs d'achat du biogaz se situent, eux, entre 88 et 122 € le MWh. Mais il s'agit de prix stables, reflétant les coûts de production. Alors que les cours mondiaux du gaz fossile peuvent, eux, exploser* (jusqu'à 340 € le MWh en 2022, après l'invasion de l'Ukraine). » En attendant, injecter du biogaz dans le réseau représente un surcoût pour les fournisseurs, qui le répercutent, au moins en partie, sur les factures.

Quel surcoût pour les foyers ? Il est estimé à « *7 € par an en 2026, et 70 € en 2028* » pour un ménage consommant 14 000 kWh par an, selon la commission de l'énergie. Entretemps, l'obligation d'injection de biogaz pour les fournisseurs va passer de 0,4 % en 2026 à 4 % en 2028. « *Le pourcentage serait ensuite porté par décret à 6 % en 2029. Et 13 % en 2032* », indique Jules Nyssen. Bref, les fournisseurs devront ache-



La France compte une centaine d'établissements de cure thermique. | ILLUSTRATION : LEESLE / GETTY IMAGES



Le surcoût pourrait représenter 70 € en 2028. | PHOTO : JOEL LE GALL, O.F.

ter davantage de biogaz. Et sur les factures ? « *Cela dépendra de la concurrence*, répond l'expert. *Et il est possible que les coûts de production baissent.* » Clarisse Berger, de l'association Que choisir Ensemble, est, elle, sceptique : « *Le poids du biogaz restera limité. Donc peu de consommateurs en bénéficieront, alors que toutes les factures vont augmenter. Ce dispositif devrait plutôt être financé par l'État, donc par l'impôt. Ce serait davantage transparent et cela prendrait en compte les revenus de chacun.* »

On n'en prend pas le chemin. Le gouvernement prépare un autre décret pour raboter ses subventions aux petits méthaneurs.